



CONSTRUCTION NAVALE >> PAGE 2
Aussi dans ce numéro : Scrutin
chez Résolu >> PAGE 4



VOLUME 2, NO 22

WWW.UNIFOR.ORG

6 NOVEMBRE 2014

uniforum



Navire franchissant une écluse du canal Welland

Salaire minimum et emplois

Une étude, réalisée par deux économistes d'Unifor, a révélé qu'il n'y a aucun lien direct entre un salaire minimum plus élevé et les niveaux d'emploi au Canada.

Après sa publication le 21 octobre dernier, l'étude, menée au nom du Centre canadien de politiques alternatives, a été mentionnée dans les grands journaux canadiens et des émissions télévisées dans

>> Suite à la page 3

Pourparlers avec la Voie maritime

Cinq sections locales d'Unifor ont permis d'éviter une grève le long de la voie maritime du Saint-Laurent en acceptant d'envoyer les points en suspens en arbitrage exécutoire.

« Nous nous sommes rencontrés nuit et jour au cours de la semaine passée pour en arriver à une entente. Nous en sommes venus à la conclusion que l'arbitration était la meilleure solution pour

tous », a affirmé Joël Fournier, représentant national d'Unifor.

Les détails des questions ont été envoyés en arbitration, et la convention complète sera révélée en même temps que la décision de l'arbitre. Les deux parties devraient se réunir avec l'arbitre dès que possible afin de régler la situation.

Les 460 membres d'Unifor le long de la voie maritime du Saint-Laurent font partie des sections locales 4212 et 4211 (de Niagara à Montréal), des sections locales 4319 et 4320 (à Niagara et Cornwall) et de la section locale 4323 (à Iroquois,

>> Suite à la page 3

D'autres travailleurs choisissent Unifor

Unifor s'est réjoui des résultats du vote des employés de la Earls Court Village Nursing Home, à London (Ontario), qui ont choisi, à l'exception des infirmières autorisées, d'être représentés par le syndicat.

« Unifor est fier de représenter les travailleuses

>> Suite à la page 3

#unifor



Voici une sélection de gazouillis sur @SyndicatUnifor.

@Unifor2002

Pétition : Défendre les pensions et réclamer une sécurité de retraite pour tous les Canadiens et Canadiennes unifor2002.org/pensionpetitio... #unifor@rableca

@SebastienRobert

Le boss de la résidence Florales agresse une conseillère syndicale @uniforquebec uniforquebec.org/actualites/nou... #inacceptable #syndqc

Un nouveau projet pour Katha Fortier

La directrice de la région de l'Ontario, Katha Fortier, participe à une nouvelle initiative ayant pour but d'aider les jeunes à se trouver un emploi dans la région du Grand Toronto et d'Hamilton (GTHA).

« S'attaquer au chômage chez les jeunes est une priorité absolue pour Unifor », a affirmé Mme Fortier. « Le Sommet sur les emplois de qualité, tenu le mois dernier, a démontré que nous aurons besoin d'initiatives semblables pour créer les bons emplois que nos jeunes méritent. »

L'initiative, menée par CivicAction et NPower Canada, vise à établir un programme de formation gratuit, des stages rémunérés ainsi que des services de recherche d'emploi et d'encadrement à l'intention des jeunes mal desservis de la GTHA qui veulent devenir des spécialistes en technologie de l'information. Mme Fortier sera membre du Champions Council (conseil des champions).

Les étudiants ont 15 semaines de formation en matière de compétences techniques et personnelles, et peuvent ensuite passer à un stage rémunéré de sept semaines et suivre une formation en coaching de carrière.

Un rapport de CivicAction sur les emplois pour les jeunes rencontrant des difficultés, publié en septembre et intitulé Escalator: Jobs for Youth Facing Barriers, indique que 83 000 jeunes (ou 1 jeune sur 10) de la GTHA n'ont pas d'emploi et ne sont pas inscrits à un programme d'étude ou de formation. 

Encadré photo



John Ziegler, membre du comité exécutif de la section locale 112 d'Unifor, costumé pour l'Halloween

PHOTO PAR MARIA TAYLOR



Des militantes des quatre coins du Canada ont participé au cours Femmes impliquées = Femmes gagnantes récemment offert à Port Elgin.

PHOTO PAR GAYLE FAIRCHILD

Contrats de construction navale

Unifor s'attend fermement à ce que ses membres de Les Chantiers maritimes Halifax Limitée construisent six navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique (NPEA), comme

prévu.

« L'entreprise nous a assuré que les travaux vont bon train. Les travaux de conception des NPEA se poursuivent et un contrat devrait être signé en janvier pour la construction de six NPEA. Les travaux en chantier devraient commencer en septembre 2015 », a précisé la directrice de la région de l'Atlantique, Lana Payne.

« Nous nous attendons

fermement à ce que le gouvernement fédéral respecte ses engagements en matière de construction navale », a-t-elle dit.

Le projet décennal ayant pour but de remplacer les navires de combat canadiens devait, selon le Conference Board du Canada, créer environ 11 500 emplois directs et indirects dans la région. 

Campagnes en vedette: soins de santé en Nouvelle-Écosse

Le système de soins de santé de la Nouvelle-Écosse connaît des changements radicaux, notamment la décision du gouvernement provincial de passer de neuf régions régionales de la santé à un seul conseil provincial pour le IWK Health Centre à Halifax et la réduction du nombre de conventions collectives à quatre unités de négociations à l'échelle de la province.

Pour obtenir plus d'information sur cette campagne et comment vous pouvez y contribuer, visitez le site: <http://www.unifor.org/en/take-action/campaigns> 

www.unifor.org/en/take-action/campaigns 



Les travailleuses et travailleurs du secteur de la santé en Nouvelle-Écosse ont manifesté pour défendre leurs droits le mois dernier.

POUR PROMOUVOIR UNE CAMPAGNE DANS VOTRE SECTION LOCALE OU VOTRE RÉGION, COMMUNIQUEZ AVEC COMMUNICATIONS@UNIFOR.ORG

UNIFOR COMMUNICATIONS: SARAH BLACKSTOCK, SHANNON DEVINE, KATIE ARNUP, STUART LAIDLAW, IAN BOYKO, SHELLY BURGOYNE, MARIE-ANDRÉE L'HEUREUX ET ANNE MARIE VINCENT

>> Suite de
**“Pourparlers avec la
Voie maritime”** on
page1

en Ontario).

Unifor avait établi la date pour le délai de grève ou de lockout à 12 h 15 le 31 octobre, mais l'avait prolongé à 17 h le 3 novembre pour permettre la poursuite des négociations. L'entente qui a permis d'éviter la grève a été conclue le 2 novembre.

Les représentants de la voie maritime avaient annoncé en avril qu'ils avaient reçu du financement du gouvernement fédéral pour automatiser les écluses de la voie maritime, ce qui éliminerait les postes du personnel travaillant aux écluses à l'heure actuelle.

Pour un aperçu du système d'amarrage mains libres, consultez le site : <http://www.unifor.org/fr/blogue>. 

>> Suite de **“Salaire
minimum et emplois”**
on page1

l'ensemble du pays.

« La qualité du travail d'Unifor est reconnue à l'extérieur du mouvement syndical. C'est de cette façon que nous changerons le débat au pays », a affirmé le président national d'Unifor, Jerry Dias.

Le rapport, rédigé par les économistes d'Unifor Jordan Brennan et Jim Stanford, conclut que les niveaux d'emploi sont en grande majorité déterminés par des facteurs macroéconomiques de plus grande envergure que le taux du salaire minimum.

En réalité, ils ont constaté que les taux de salaire minimum pourraient facilement créer plus d'emplois, et non

>> Suite de **“D'autres
travailleurs
choisissent Unifor”** on
page1

et travailleurs du secteur des soins de santé, qui travaillent d'arrache-pied tous les jours pour nous soigner. Nous sommes heureux que les employés du foyer Earls Court ont choisi d'être représentés par Unifor », a mentionné Jerry Dias, président national d'Unifor.

Les employés du foyer Earls Court ont voté le 22 octobre dernier quant au choix du syndicat qui les représenterait. Et ils ont choisi Unifor.

Ce vote, fait en vertu de la Loi sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public, signifie qu'Unifor sera dorénavant le seul agent de négociation de plus de 120 travailleuses et travailleurs.

Le vote survient environ trois semaines après que plus

moins, en stimulant le pouvoir d'achat.

Les auteurs sont d'avis que les décideurs canadiens ne devraient pas hésiter à augmenter le salaire minimum afin, espérons-le, d'atteindre un niveau de salaire suffisant, de façon graduelle et continue, sans craindre d'entraîner des répercussions négatives sur les niveaux d'emploi.

« Nos résultats confirment que le fait de stimuler le pouvoir d'achat est la meilleure façon de favoriser la création d'emplois », a indiqué M. Stanford au moment de la diffusion du rapport.

Les auteurs concluent qu'un taux de salaire minimum plus élevé peut s'avérer un outil déterminant et très efficace pour hausser le revenu des travailleurs à faible salaire, promouvoir l'égalité et réduire la pauvreté.



Les travailleuses et travailleurs de la santé constituent un élément essentiel d'Unifor.

de 1 400 infirmières auxiliaires autorisées et employés de service du St. Joseph's Health

Centre, à London, aient choisi d'être représentés par Unifor également. 

**Rassemblons-nous le 6 novembre
pour appuyer les travailleuses et
travailleurs de la santé**

Des rassemblements seront organisés le 6 novembre dans plusieurs villes ontariennes pour appuyer les travailleuses et travailleurs de la santé. Lisez le prochain numéro d'Uniforum pour obtenir tous les détails.



Jim Stanford, économiste d'Unifor, lors du récent Sommet sur les emplois de qualité

« Le salaire minimum n'est pas seulement une mesure anti-pauvreté : il a aussi une grande incidence sur l'amélioration du revenu des travailleurs », a

précisé M. Brennan.

Pour lire le rapport, visitez le site : policyalternatives.ca (en anglais seulement). 

La décision de Ford témoigne de la nécessité d'une nouvelle politique

Unifor est déçu que la compagnie Ford et les gouvernements fédéral et provincial ne soient pas parvenus à un accord qui aurait permis de créer plus de 1 000 emplois de qualité à Windsor et qui aurait assuré la stabilité de l'usine de Windsor à long terme.

Unifor espérait que les mois de discussions entre Ford, les deux ordres de gouvernement

et le syndicat aboutissent à un investissement majeur dans la production d'un moteur entier à l'usine de Windsor.

Le moteur devrait plutôt être fabriqué au Mexique.

Jerry Dias, président national d'Unifor, a indiqué que cette décision témoignait de la nécessité d'élaborer une stratégie industrielle pour procurer des emplois de qualité aux prochaines générations de

Canadiens.

« Les industries de l'automobile qui sont prospères sur la planète ont en commun un engagement profond du gouvernement et une compréhension de l'importance et du bien-fondé de l'investissement, qui finit toujours par rapporter », a précisé M. Dias.

On estime que, pour chaque emploi créé dans

une usine d'automobiles, 10 autres emplois sont créés dans le reste de la chaîne de production.

« Nous avons bon espoir qu'un changement de cap soit opéré, a-t-il souligné. Le gouvernement, l'industrie et le mouvement syndical sont de plus en plus déterminés à trouver des moyens d'attirer des investissements stratégiques. » 

Des candidats d'Unifor sont élus

Unifor félicite les nombreux candidats progressistes qui ont été élus lors des élections municipales et scolaires tenues en Ontario et au Manitoba ces dernières semaines.

« Unifor est ravi qu'un si grand nombre de candidats de qualité aient été élus et réélus », a affirmé Jerry Dias, président national d'Unifor.

En Ontario, Paul Pugh a été réélu au conseil municipal

de Thunder Bay, alors que Mike Devine a été élu pour la première fois au conseil municipal de Cambridge.

Unifor se réjouit à la perspective de travailler avec les nombreux conseillers municipaux progressistes qui ont été élus à la grandeur de la province, dont Maria Augimeri à Toronto et John Shields à Oshawa.

« Des politiciens locaux



Mike Devine (en vert) et des bénévoles de campagne ont assisté à un festival d'arts.

dynamiques et progressistes sont essentiels pour bâtir des collectivités et des économies prospères et inclusives », a

rappelé Katha Fortier, directrice régionale de l'Ontario, Unifor.

Au Manitoba, Cindy Turner a été élue commissaire d'école. 

Les régions forestières du Québec appuient la grève

Lors d'une série d'assemblées tenues au Saguenay - Lac-Saint-Jean, en Abitibi et sur la Côte-Nord ces dernières semaines, plus de 90 % des membres d'Unifor travaillant pour les Produits forestiers Résolu ont voté en faveur d'une grève, si nécessaire, pour tenter de mettre de la pression sur l'entreprise.

« Nos membres font face à une situation inhabituelle : les négociations sont dans une impasse à cause de l'inaction du gouvernement », a déclaré Renaud Gagné, adjoint au directeur québécois d'Unifor.

Les conditions de travail des travailleurs forestiers se dégradent depuis avril 2013. À cette époque, des failles législatives avaient empêché le syndicat d'être reconnu en tant qu'agent négociateur officiel des travailleurs occupant les emplois nouvellement créés dans les environs. Unifor a réitéré à plusieurs reprises que ce vide juridique privait des travailleurs de la protection d'une convention collective dans certaines régions.

L'ancien gouvernement du Parti Québécois s'était

publiquement engagé à résoudre ce problème il y a un an. En décembre 2012, un comité parlementaire s'était penché sur la question, et les parties concernées avaient convenu que des mesures étaient nécessaires. Le gouvernement libéral élu en avril dernier n'a pas encore honoré d'engagement lié à la résolution de ce problème.

Dernièrement, le syndicat a exprimé ses préoccupations quant aux droits des travailleurs du secteur forestier lors d'une rencontre avec

Laurent Lessard, ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs.

« Nous comptons maintenant sur lui pour passer à l'action et mettre en place les mesures nécessaires, a indiqué M. Gagné. Pour nos membres, la situation est injuste et inacceptable. Nous ne devons pas oublier que le gouvernement est à l'origine de ce vide juridique. Il lui revient donc de réparer les dommages causés par ce vide juridique. Entre-temps, les employeurs, comme Résolu, en profitent au maximum. » 